

Les prémisses sociales de la politique économique socialiste

par Kazimierz SECOMSKI

Professeur de l'Ecole Supérieure de Planification et Statistique à Varsovie,
Membre de l'Académie Polonaise des Sciences,
Premier vice-président de Commission de Planification.

★

1. Remarques préliminaires.

Le développement actuel des pays socialistes est éminemment dynamique, et c'est l'une de ses caractéristiques les plus frappantes. On a maintes fois souligné que le rythme de la croissance économique de ces pays et, en particulier, le taux de croissance de la production industrielle, est le double de la cadence moyenne du développement de l'économie capitaliste.

L'échelle, la structure et la qualité de ces phénomènes demandent à être analysées et évaluées, compte tenu des étapes successives de la croissance socio-économique dans les pays socialistes. Ceux-ci, en effet, se sont développés au départ d'un niveau très bas. Les besoins économiques et sociaux étant très étendus, il a fallu, durant les premières phases de la croissance socio-économique, mettre l'accent majeur sur la maximisation du taux de croissance. On met souvent en relief que dans les pays qui en sont à l'étape primaire de leur développement, tout accroissement de la production et des services trouve facilement écoulement et utilisation tant pour satisfaire les besoins de consommation que pour répondre aux exigences de la croissance économique ultérieure.

Dans les pays socialistes, cette période de développement est appelée période de croissance extensive de l'économie. Le critère essentiel de cette croissance sont, en premier lieu, les indices quantitatifs de la croissance. D'année en année, la maximisation de la production et des services ou, généralement, la maximisation des dimensions du revenu national, était devenue le principal trait caractéristique du développement extensif. A cet effet ou utilisait de la façon la plus large les facteurs dits extensifs de développement, notamment les facteurs des dépenses d'investissement et d'emploi. Les riches ressources du facteur « travail » devaient être pleinement mises

en valeur par la création de nombreux établissements de travail nouveaux, donc sur la base d'investissements impliquant des dépenses peu élevées, sans qu'il fût possible d'imposer des investissements coûteux mettant en œuvre les acquisitions le plus récentes de la technique.

Cette étape de développement principalement quantitatif et extensif touche de nos jours à sa fin. Et ce sont désormais les acteurs du développement intensif, fondés sur une mise en valeur complète des facteurs modernes de croissance, qui sont mis à l'avant-plan. Parmi ceux-ci apparaissent au premier rang la science et la technique, l'organisation moderne, la division internationale du travail, c'est-à-dire la mise à profit des avantages qu'apportent la spécialisation des directions de développement et la coopération entre pays socialistes, notamment dans le cadre de l'intégration progressive des pays membres du Conseil d'assistance économique mutuel (C.A.E.M.).

A l'étape de la croissance intensive de l'économie il est donc désormais tenu compte de la modernisation de sa structure, en particulier dans l'industrie où le rythme particulièrement rapide de développement est appliqué aux branches *modernes*, c'est-à-dire celles qui décident de ce caractère de l'industrie. Ces transformations structurales permettent de qualifier l'étape de développement intensif comme celle d'une croissance de l'économie appuyée sur les changements *qualitatifs* de la structure économique. Ces changements englobent aussi bien des transformations économiques internes qu'externes, ces dernières étant dues à la division internationale du travail.

Il n'est certes pas possible de passer directement de l'étape de développement quantitatif extensif à celle de développement intensif mettant l'accent sur les phénomènes qualitatifs et structuraux de la croissance économique. Aussi, appelons-nous l'étape actuelle de la croissance des pays socialistes « étape de développement de type mixte » au cours de laquelle, à côté des caractéristiques de la croissance extensive qui continuent à se manifester, on voit se renforcer les phénomènes attestant que l'économie s'est engagée dans la voie de la croissance intensive. En conclusion, il est permis d'affirmer que la nette prépondérance des éléments quantitatifs de la croissance qui existait à l'origine du développement des pays socialistes diminue relativement vite et qu'elle est suppléée par des phénomènes qualitatifs et structuraux, dont l'influence va croissant, ce qui permettra de passer au développement de type intensif.

En même temps on voit se dessiner un autre principe tout à fait essentiel de la politique économique, qui est le passage de la maximation à l'optimisation du développement socio-économique. Il est évident qu'à la première étape du développement, la tendance à obtenir un taux de croissance le plus élevé possible dans des conditions données procurait des avantages multiples. D'un côté, cela permettait de satisfaire plus rapidement et plus

largement les besoins de la population laborieuse, surtout lorsque le marché était « assoiffé » de marchandises et de services, cependant que, d'un autre côté, le rythme rapide de cette croissance jetait les bases matérielles d'une nouvelle maximisation des taux de croissance pour l'avenir. La formule de la politique de la croissance, qui apportait de visibles et sérieux avantages, a été remplacée — à mesure que les besoins évalués quantitativement étaient de mieux en mieux satisfaits — par le principe d'optimisation du revenu national, en tant qu'indice synthétique du développement ultérieur. C'est ainsi, par exemple, qu'on n'admet plus n'importe quel type d'accroissement de la production et des services mais seulement un accroissement qui soit de nature à mieux satisfaire trois sortes de besoins : ceux de la population, ceux de la nouvelle extension moderne de l'économie nationale et ceux du commerce extérieur. Les livraisons sur le marché doivent comprendre des marchandises et des services d'une qualité toujours supérieure, propres à être écoulés et correspondant aux besoins croissants de la population. De même, les besoins liés à la modernisation de l'économie nationale demandent ces exigences accrues en matière de qualité et de structure des livraisons, notamment celles de machines et d'équipement requises par le plan d'investissements. Et enfin, les exigences du commerce extérieur imposent au producteur le devoir d'améliorer les paramètres technico-économiques des produits qu'il livre.

En conséquence, la structure du revenu national et la qualité de la production ont dû être modifiées de manière à pouvoir affronter les exigences croissantes des clients nationaux et étrangers. Aussi la nouvelle formule de croissance a-t-elle été fondée sur l'optimisation du chiffre et de la structure du revenu national, ce qui signifie que le dynamisme élevé de la croissance sera maintenu, mais subordonné à des conditions optimales souhaitables d'orientation, de structure et de développement rythmique. Cela implique aussi la nécessité d'assurer au produit social un maximum d'utilité, et de qualités d'usage sous l'angle de la satisfaction de trois sortes de besoins caractérisés ci-dessus.

Mais il nous faut envisager sur un plan bien plus large encore le sens même des changements de la politique de la croissance économique que nous venons de caractériser. En effet, on ne saurait limiter à ces aspects économiques seulement la nature du développement contemporain, car au fond, sa prémisse décisive ce sont les objectifs sociaux généraux auxquels doivent être subordonnés ses principes et ses critères. Les phénomènes économiques et sociaux sont indissolublement liés les uns aux autres et les relations et interdépendances qui s'établissent entre eux doivent servir de base pour façonner conjointement les processus de croissance économique et de développement social. Qui plus est, en mettant en relief le développement social comme principal objectif et critère décisif, il faut insister

sur le rôle qui incombe aux facteurs sociaux : celui de contribuer à dynamiser encore davantage la croissance économique. Aussi bien les symptômes que les facteurs du développement complet de la société exigent donc d'être considérés sous un double point de vue, à savoir :

- sous l'angle des buts poursuivis et des tâches qui en découlent pour assurer le développement, et
- en tant que stimulants supplémentaires de la croissance économique.

Ainsi, en accélérant le développement de la société on rend possible d'atteindre plus rapidement les objectifs sociaux et, en outre, on fait augmenter favorablement le taux de développement économique et l'on accélère la modernisation de sa structure.

Il devient évident que, dans les conditions contemporaines du développement, on ne peut examiner séparément, par exemple, les changements intervenant dans la structure économique du pays et les modifications qui se produisent dans sa structure sociale. Car bien que certaines différences se manifestent au cours des transformations de la structure économique et sociale, en fait nous avons toujours affaire à des transformations complexes de la structure socio-économique.

Analogiquement, nous nous servons de plus en plus fréquemment de la notion de développement socio-économique comme reflétant l'ensemble des phénomènes qui se produisent dans le processus de croissance de l'économie et de développement de la société.

Ainsi, à côté des facteurs de développement modernes, tels que les réalisations de la science et de la technique, l'organisation moderne et un commerce extérieur croissant dans le cadre de la division internationale du travail, il convient de mettre tout particulièrement en relief l'influence essentielle des facteurs sociaux en tant que les éléments déterminant le dynamisme et la structure du développement moderne.

2. Facteurs sociaux.

Pour déterminer et orienter le dynamisme de la croissance socio-économique il faut toujours s'appuyer — d'une part, sur l'analyse de l'état actuel de l'économie et de la société en tenant compte de l'incidence des années écoulées et — d'autre part, sur l'évaluation, souvent prospective, de l'état futur de l'économie nationale et de la situation socio-culturelle du pays.

Ainsi, les décisions courantes de la politique économique et sociale doivent-elles tenir compte non seulement des besoins et des contraintes de la situation actuelle, mais encore des principes du développement prospectif, et en particulier, de ses directions, de son dynamisme et de sa struc-

ture. Cette jonction des problèmes présents et futurs est le point de départ décisif d'une politique socio-économique moderne.

Et, comme nous l'avons déjà souligné, il faut que les aspects économiques et sociaux du processus de développement soient liés comme il convient. Généralement on fait valoir qu'au centre de toutes considérations, notamment prospectives, se trouve l'homme et ses besoins. L'analyse des besoins individuels et collectifs toujours croissants porte sur un vaste groupe de questions inhérentes au progrès social, aux besoins d'ordre supérieur d'ores et déjà ressentis de plus en plus intensivement par l'individu et à la diffusion de ces besoins éprouvés par de larges couches de la population.

Cette analyse de l'état présent et de l'avenir détermine en quelque sens la « commande sociale », donc les dimensions et les genres potentiels de la consommation. L'homme et la société apparaissent ici à la fois comme un consommateur individuel et collectif, et les besoins évalués dans ce contexte permettent d'esquisser un modèle futur de consommation et les étapes successives de la mise en application d'un tel modèle. En même temps, cette analyse caractérise la position de l'homme considéré, d'un côté, comme consommateur de biens matériels et de services et, de l'autre côté, comme producteur de ces biens et services. De cette manière sont définis les principes du futur modèle de consommation, des dimensions et de la structure correspondantes de la production et sont liées les deux fonctions de l'homme : celle de producteur et de consommateur.

Parallèlement donc aux recherches concernant l'homme avec ses besoins croissants, on mène des recherches sur l'homme et son travail de plus en plus productif. Ce sont elles qui décident de la croissance rapide des dimensions de la production et de sa structure optimale. Grâce au progrès qui s'accomplit dans le domaine de l'organisation et de la technique et aussi à d'autres facteurs, le rendement du travail augmente de façon ininterrompue, phénomène qui, associé à l'extension continue des bases matérielles de l'économie nationale, permet d'élever de façon souhaitable la production et les services en vue d'accroître la consommation, d'intensifier le développement et de compléter les réserves indispensables pour assurer la stabilité et le rythme régulier de la croissance socio-économique.

Partant de là, on est en droit d'affirmer que l'ultime objectif des décisions, des tâches et des efforts entrepris par la politique économique et sociale est l'homme, et avant tout l'amélioration de ses conditions d'existence et de développement. La satisfaction toujours meilleure des besoins individuels et collectifs de l'homme et de la société ne continue pas moins à dépendre du dynamisme optimal de la croissance économique et de ses transformations de structure.

Nous abordons ainsi l'un des domaines les plus complexes de la politique économique et sociale. A l'ordinaire, effectivement, au cours des premières

phases du développement à partir d'un bas niveau de l'économie, comme ce fut le cas en Pologne, la priorité est avant tout accordée aux principes qui assurent un dynamisme élevé de la croissance économique. C'est ce qu'on qualifie parfois de priorité de la production et des services, dirigés pour assurer au premier chef un taux élevé de développement économique et une augmentation dynamique de ce taux.

Mais, en ces dernières années, on a vu s'imposer des prémisses déterminant la croissance socio-économique qui insistent sur l'accélération du rythme auquel seront satisfaits et étendus les besoins individuels et collectifs. On met l'accent ici sur le principe prévoyant une part croissante des prémisses de la politique sociale favorisant en même temps le dynamisme continu de la croissance économique et les profondes transformations de la structure sociale et économique du pays.

En conclusion, on peut formuler les deux définitions fondamentales suivantes :

1° La politique économique et la planification socialistes de la croissance économique ont pour but de développer de façon complète les bases matérielles du pays, d'obtenir et de maintenir le taux de croissance optimal dans une période donnée ainsi que d'accumuler et d'utiliser opportunément les ressources et les moyens matériels dans l'intérêt du développement présent et futur.

2° La politique sociale et la planification socialistes du développement socio-culturel ont pour but d'assurer à la population des conditions optimales d'existence, l'intégralité du progrès social, l'universalité et l'égalité d'accès aux équipements sociaux (assistance sociale, service de santé, crèches, etc) et le rythme optimal des transformations socio-culturelles souhaitées.

Dans ce contexte, il convient d'ajouter et de souligner que, en façonnant la croissance économique, on insiste de plus en plus sur le passage des indices quantitatifs aux indices qualitatifs de la production et des services croissants ainsi qu'aux transformations souhaitées de la structure économique. Parallèlement, dans la politique sociale, outre l'influence de plus en plus fortement exercée sur les transformations de la structure sociale, l'accent que l'on mettait jadis, avant tout, sur la satisfaction des besoins élémentaires de l'homme (alimentation, habillement, habitat), se déplace aujourd'hui vers la satisfaction, sur une échelle de plus en plus vaste, des besoins d'ordre supérieur, notamment vers l'extension des prestations sociales et culturelles. En même temps, on insiste davantage sur la *qualité* des besoins élémentaires et supérieurs à satisfaire.

Simultanément, une vive discussion s'est engagée sur la notion et le caractère d'un modèle prospectif de la consommation et de son utilité pratique. Il est évident que, conformément aux conceptions socialistes de la politique sociale, la notion de la société du bien-être revêt une forme essentiellement différente de celle que formule l'économie capitaliste, à savoir une société d'« abondance de biens et de services ». On y fait entrer en jeu, en particulier, plusieurs critères sociaux et de nouvelles prémisses de la politique sociale qui permettent de choisir convenablement les directions du développement de la consommation largement entendue, sa structure et son universalité. Le modèle socialiste de la consommation s'oppose résolument à ce concept de la société de bien-être où l'on observe de nombreuses formes exubérantes de consommation individuelle, d'aggravation des conflits sociaux et une consommation accusant des orientations fortement altérées du point de vue social. On étudie attentivement les opinions, si nombreuses dans les pays capitalistes, signalant le caractère erroné et unilatéral d'une croissance socio-économique qui propose comme objectif la société de consommation avec ses formes et dimensions de consommation individualisées à l'extrême.

Finalement, on peut constater que la croissance économique dans un régime socialiste, en assurant une augmentation constante des ressources et des moyens, crée une base matérielle de plus en plus puissante qui sert à atteindre son but ultime qui est l'amélioration permanente du niveau de vie interprété dans l'esprit du système socialiste. Cette subordination des buts et des critères de la politique économique à l'objectif général de la politique sociale exige aux étapes successives de la croissance une liaison judicieuse, des tâches et des principes de la croissance économique et du développement social.

En même temps, on voit nettement se dessiner les problèmes d'une théorie du développement économique et social, qui permettrait de façonner la politique et la planification économiques comme la politique et la planification sociales. Il s'agit ici, au premier chef, d'une théorie complexe de développement, permettant de faire ressortir la nature de l'influence exercée par la politique économique sur le développement social et, par la politique sociale sur la dynamisation de la croissance économique.

Les principales prémisses de la théorie du développement économique et social peuvent être résumées comme suit :

1° La croissance économique crée les bases matérielles du développement des prestations et des services sociaux ainsi que de l'extension des aménagements sociaux, donc d'un développement social complet.

2° Le progrès social ininterrompu fait naître des stimulants supplémentaires à l'accélération de la croissance économique, principalement en augmentant le rendement du travail, sous l'effet (entre autres) d'un niveau plus élevé des qualifications, de l'instruction, de la culture, du repos et d'autres éléments du mieux-être.

3° L'action de ces stimulants supplémentaires intensifiant le processus de croissance économique a pour effet d'accroître les possibilités et les moyens de réalisation dont une partie peut être destinée, en supplément, à augmenter le rythme de développement social, ce qui à son tour contribue à intensifier la croissance économique.

4° Pareil programme d'action engendre un processus de dynamisation constante réciproque de la croissance économique et du développement social.

Les processus de développement sont continus. Au cours donc de la croissance socio-économique les proportions de développement entre les investissements et la consommation se modifient comme vient à changer aussi l'échelle des facteurs internes et externes du développement économique et social. A façonner judicieusement les relations entre les facteurs économiques et sociaux, on aboutit à les utiliser de façon optimale pour assurer un dynamisme plus élevé du processus de développement tant de l'économie que de la société.

Certes, plus d'une fois, à certaines phases de la croissance, se produisent des perturbations ou des correctifs des directions du développement doivent être apportés. Mais, toujours, il est indispensable de maintenir les principes généraux et la ligne du développement socio-économique, mis au point dans l'optique d'une politique socio-économique à long terme et prospective. Cela assure en effet la stabilité des directions et de la structure des processus de développement, tandis que les écarts qui apparaissent permettent en un certain sens de vérifier l'insuffisante efficacité de la politique économique et sociale en cours. Dès qu'on dispose d'un programme prospectif de développement socio-économique on est en mesure de s'en servir comme du principal instrument de la politique d'orientation du développement durant une période assez longue et aussi comme outil de contrôle et de vérification de cette politique.

Compte tenu de la multiplicité des besoins sociaux et individuels, et aussi de ce qu'ils sont ressentis à des degrés d'intensité variés, il est nécessaire de procéder à leur sélection en s'appuyant sur les principes de la politique sociale. C'est la notion de choix social permettant de fixer des tâches et des objectifs concrets dans le processus de développement social.

Ici on peut renouer avec des principes analogues dans la politique et la planification de la croissance économique. Dans ce domaine également nous nous servons depuis longtemps de la notion de choix économique et utilisons les méthodes de plus en plus précises de calcul économique qui permet de choisir les orientations optimales et le dynamisme approprié de la croissance économique. On étend aussi ces méthodes à l'utilisation adéquate des moyens de réalisation, en les concentrant judicieusement sur les directions d'action choisies. Ces principes se trouvent à la base de la politique du développement économique intensif et sélectif, qui permet d'accélérer la croissance et la modernisation de l'économie.

Il est évidemment bien plus difficile de formuler les principes du choix social et les critères de la politique sociale qui sont nécessaires à cet effet, et en particulier d'élaborer des méthodes plus précises de calcul et d'action pratique. Par la nature même des choses, dans le domaine du choix social et des orientations qu'implique ce choix, les constatations et les conclusions sont bien moins précises ; en premier lieu elles proposent des solutions générales, formulent des hypothèses.

A l'exemple du principe général de gestion rationnelle, qui est la base du choix économique, on établit le principe de rationalité social. Le principe de gestion rationnelle nous offre la possibilité de prendre des décisions économiques correctes, en tenant compte des deux variantes de ce principe :

- comment, avec des moyens donnés, augmenter au maximum les effets (le principe dit de maximalisation de l'effet ou du but, ou le principe du plus haut rendement) ;
- comment, pour obtenir un effet donné, dépenser de la façon la plus économe les moyens attribués (la minimalisation des dépenses ou le principe d'économisation des dépenses).

En ce qui concerne le principe de rationalité sociale, on formule plusieurs prémisses sociales permettant de choisir ceux des besoins individuels et sociaux qui peuvent être satisfaits, et dans quelle mesure, avec les moyens attribués. Certes, pour faire un tel choix parmi les nombreux besoins ressentis il faut aussi analyser le degré d'accessibilité de prestations sociales aux couches les plus larges de la population laborieuse, avec référence à ses revenus croissants. Il y a lieu de faire intervenir ici d'autres critères de la politique sociale, en tenant compte entre autres de la nécessité de faciliter l'accès à certaines prestations sociales (assistance sociale, crèches, écoles maternelles, etc.) à ceux qui travaillent dans des conditions difficiles ou insalubres. Il est également important de tenir compte de ces prémisses de la politique sociale qui impliquent la satisfaction prioritaire de l'instruction et de l'éducation de la jeune génération.

Le principe de rationalité sociale — outre qu'il indique quels besoins et dans quelle mesure sont à satisfaire — doit aussi faciliter la réponse à la question de savoir dans quel délai, avec quels moyens et quelles méthodes, il y a lieu de mettre en œuvre ce qu'on envisage de faire pour satisfaire ces besoins. Cela signifie que l'on façonne le niveau, les orientations et le caractère du développement social.

A l'heure actuelle on analyse dans différents domaines, l'hypothèse de fondre le principe de gestion rationnelle avec celui de rationalité sociale, en établissant sur cette base un principe dit de rationalité socio-économique. Cette solution mènerait vers une planification plus intégrale de la croissance économique, tenant compte de plus en plus largement des prémisses sociales et, aussi, du développement social, comme impliquant une dynamisation supplémentaire possible de la croissance économique. On insiste en même temps sur l'évaluation critique des possibilités offertes par un constant perfectionnement des méthodes de réalisation. Car il est évident qu'aux phases successives du développement on dispose de moyens de plus en plus puissants, dont, en règle générale, la structure et la qualité s'améliorent constamment. En même temps nous améliorons constamment les méthodes de réalisation elles-mêmes, ce qui signifie que nous exploitons plus effectivement les moyens destinés à atteindre des buts économiques et sociaux particuliers. Par cela même, avec des moyens d'un ordre de grandeur donné, on peut, à l'aide des méthodes de réalisation perfectionnées, obtenir bien plus et, partant, les effets étant supérieurs, atteindre plus rapidement un objectif donné.

A la lumière de ce qui précède nous sommes en mesure d'exposer l'ordre et l'objet des analyses successives. Ainsi, à une première étape, nos recherches sont concentrées sur les questions de savoir

- quels sont les besoins que nous allons satisfaire, et dans quelle mesure,
- dans quel délai,
- à l'aide de quels moyens et méthodes.

A la deuxième étape, nous analysons l'aspect quantitatif et qualitatif du développement social, en tenant compte progressivement de l'importance croissante des changements de qualité et de structure. Cela se rattache à la nécessité de développer le recherches portant sur la possibilité d'assurer la satisfaction générale de nombreux besoins individuels et sociaux de caractère massif, exigeant la mise sur pied de systèmes de prestations et services sociaux accessibles à tous. Une position à part occupent ici les systèmes de prestations destinées à des groupes sociaux déterminés, par exemple à ceux qui travaillent dans les conditions insalubres.

Enfin, à la troisième étape, nous élaborons des modèles à atteindre représentant le développement perspectif social et culturel. Cela permet de donner une caractéristique complète des futurs changements radicaux dans la structure et les dimensions de la consommation ; en même temps, en tenant compte du dynamisme et du niveau croissants du développement social, on construit des modèles intermédiaires d'étape correspondant ordinairement à des périodes quinquennales, ce qui permet de les coordonner avec les plans quinquennaux de développement économique.

3. Les principes de base du programme social.

Dans le système socialiste, au fur et à mesure que se développe la croissance économique, la problématique du développement social est envisagée d'une façon entièrement différente et sous l'angle des problèmes sociaux traités sur un plan élargi. Cela est dû à ce que le développement social et l'échelle des prestations sociales prévues pendant une période donnée sont le but fondamental de la croissance économique et non seulement le résultat ou la conséquence des moyens de réalisation affectés à ce but.

Cette thèse générale implique évidemment que la politique économique soit façonnée d'une manière conséquente et les plans économiques successifs convenablement formulés. Chaque nouveau plan apporte en effet des possibilités de réalisation accrues et une échelle des prestations sociales étendues. On ne saurait les considérer uniquement comme un poste passif reflétant le résultat de ce qui est arrêté par le plan ; au contraire, on leur accorde actuellement un rang élevé de facteur pilote dans l'élaboration du caractère et de la structure de la croissance économique. En même temps on prend en considération l'interpénétration mutuelle des problématiques économique et sociale, en mettant très largement à profit les possibilités qu'elles recèlent de dynamiser aussi bien le développement économique que le développement social.

Au premier plan des problèmes sociaux se présentent, dans une première période, les conditions élémentaires d'existence de la population et leur amélioration systématique. Ceci porte en premier lieu sur l'alimentation, l'habillement et l'habitat en liaison avec la formation du niveau de vie et des revenus réels de la population laborieuse. Sur cette base on formule le relèvement permanent du salaire réel minimum, compte tenu des transformations ininterrompues qui se produisent dans la structure de la consommation. La part dominante de celle-ci représentent, dans les groupes de population à bas revenu, les dépenses destinées à la satisfaction des besoins élémentaires (nourriture, habillement, logement), continuellement

sujettes à des changements quantitatifs et qualitatifs, la part des besoins d'ordre supérieur allant toujours croissant.

En ce qui concerne l'alimentation, l'accélération en a été très rapide en Pologne, ce qui se traduit par un niveau de 3300 calories par habitant et par jour. Bien qu'une politique d'amélioration de la structure d'alimentation de la population, sous l'angle du régime dit optimal, demeure indispensable, les buts fondamentaux à cet égard ont déjà été atteints.

Il en est de même en ce qui concerne les dépenses destinées à l'habillement et à d'autres articles de consommation durable où, évidemment, il faut toujours améliorer la part que représentent ces dépenses et leur structure, ce que prévoient le plan perspectif et les modèles à atteindre de la grandeur et de la structure de la consommation.

La situation est la plus difficile en matière d'amélioration des conditions de logement et de modernisation de l'habitat. Le programme de construction de logements adopté en 1972 prévoit la solution de ce problème d'ici 1985-1990. Il a fallu tenir compte de ce que nos ressources dans ce domaine ont été en très grande partie anéanties au cours de la Seconde Guerre mondiale et qu'un grand nombre de logements, devenus vétustes, devaient à être modernisés voire démolis. De 1950 à 1971, les conditions de logement ont pu être sensiblement améliorées, le chiffre d'habitants par pièce dans les villes ayant notamment baissé de 1,8 à 1,3. Actuellement on pose pour principe qu'en vingt ans le nombre de logements en Pologne doit doubler, ce qui signifiera la mise en application de ce qu'on appelle la petite charte du logement. D'après celle-ci chaque famille de travailleur disposera d'un logement à soi et, dans la grande majorité des cas, moderne. Il en est de même en ce qui concerne les jeunes ménages, problème social particulièrement urgent vu la poussée démographique d'après-guerre et le grand nombre de mariages, problème qui se posera notamment dans les années 1972-80. On prévoit que vers 1985 la moyenne d'habitants par pièce sera passée de 1,3 à 1.

Tels sont les principes fondamentaux concernant la satisfaction des besoins élémentaires. En même temps l'échelle de ces besoins et le rythme auquel ils sont satisfaits sont reliés au relèvement des salaires et des revenus réels, en moyenne de l'ordre de 3% par an, le taux étant évidemment plus élevé en ce qui concerne les salaires les plus bas.

Un élément nouveau est la notion de minimum social qui, à côté de salaire minimum, formule le principe du minimum des revenus de la plus petite cellule sociale qu'est la famille. Cette notion comporte, outre les besoins élémentaires, l'échelle indispensable de la satisfaction des besoins d'ordre supérieur, notamment les prestations sociales fondamentales. Faire en sorte, et plus rapidement, qu'il n'y ait plus de familles aux revenus infé-

rieurs au minimum social — telle est donc la directive fondamentale de la mise en œuvre d'une bonne politique sociale et économique.

Une des prémisses essentielles tant de la planification prospective et à long terme que courante est l'application efficace de la politique du plein emploi rationnel. Cette politique, bien entendu, est analysée au point de vue économique aussi bien que social. Les prémisses économiques montrent en effet la nécessité d'utiliser complète la totalité de la main-d'œuvre disponible et cela sous des formes constamment optimisées. Aussi, à côté du principe du plein emploi fait-on intervenir les critères toujours perfectionnés de l'utilisation rationnelle de la main-d'œuvre. Sur la base de la balance nationale de la main-d'œuvre on dresse des balances régionales permettant la migration planifiée des régions excédentaires vers celles qui ressentent un déficit de main-d'œuvre. Cela implique une bonne politique de localisation de nouveaux lieux de travail et la priorité donnée à l'automatisation et à d'autres formes du progrès technique qui font baisser la demande de main-d'œuvre dans les régions fortement industrialisées et accusant un déficit de travailleurs.

Comme dans d'autres pays, des difficultés particulières surgissent dans l'évaluation des besoins prospectifs en une main-d'œuvre au niveau diversifié de qualifications, d'instruction générale et de formation professionnelle, en liaison avec les prévisions concernant la future structure de l'économie nationale dans les conditions de la révolution scientifique et technique actuellement en marche. On y voit se manifester de nombreuses inadaptations et frictions socio-économiques, dues aussi en partie à une modernisation insuffisante du système de l'instruction et de l'éducation et à une trop lente mise en application des formes modernes de formation des cadres, hautement qualifiés, notamment. Il est important aussi de développer constamment le système de formation permanente, d'amélioration et de modernisation des qualifications, de même que de recyclage.

En 1973 les travaux concernant la mise sur pied en Pologne d'un système moderne de l'instruction toucheront à leur fin. La réforme se fera probablement en deux étapes. Dans la première, on verra l'application en principe de l'universalité de l'instruction secondaire, et cela d'ici 1985 environ. Dans la deuxième étape, on prévoit un éminent accroissement des diplômés d'études supérieures et des études post-diplômes. Le développement de l'instruction secondaire et l'instruction, assurée notamment aux jeunes les plus doués sont des éléments favorables à cette évolution. Pareille politique, aux deux étapes, implique un relèvement notable de la qualité de l'enseignement, l'extension à cet effet de l'infrastructure et de son équipement et des cadres hautement qualifiés. En même temps on cherche à évaluer avec précision les besoins en cadres qualifiés au profit tant de l'économie nationale que du progrès social.

On tient compte sur une échelle de plus en plus large de la nécessité d'un progrès sensible du service de santé et d'assistance sociale. Des prestations dans ce domaine, sur la base notamment de l'extension des assurances sociales, vont au bénéfice de la population laborieuse des villes tout entière. Les premières mesures ont été prises pour étendre également le système des assurances sociales à la campagne. Les travailleurs des fermes d'Etat et des coopératives agricoles de production ainsi que des organismes analogues en bénéficient déjà depuis plusieurs années. Depuis le 1^{er} janvier 1972, tous les agriculteurs ont droit à l'assurance-maladie, ce qui signifie que la pratique de l'assistance médicale a été étendue à la campagne.

Simultanément, on a développé toutes sortes d'activités prophylactiques, ce qui a abouti à faire disparaître le caractère massif des maladies sociales ou épidémiques. Cette activité entraîne des dépenses toujours croissantes affectées à l'assistance médicale avec ou sans hospitalisation, à l'accroissement considérable du nombre des médecins et des infirmières, ainsi que des dépenses d'investissement destinées à l'agrandissement des aménagements favorisant le développement du service de santé et de l'assistance sociale. On met aussi de plus en plus l'accent sur les maladies de la civilisation technique, liées aux diverses phases de la révolution scientifique et technique ainsi qu'à l'essor puissant de l'industrialisation et de l'urbanisation du pays.

L'ensemble des mesures prises dans le cadre de la politique du développement culturel méritent, elles aussi, d'être soulignées. Cette politique a pour but de généraliser l'accès aux biens culturels, ce qui exige une éducation appropriée de la population, de la jeunesse notamment, stimulant et développant les besoins de caractère culturel. En même temps, à mesure que les besoins culturels sont de plus en plus largement ressentis, il faut développer l'infrastructure comportant des aménagements de types divers. La politique de propagation de la culture tient compte des conditions spécifiques des différents groupes et couches de la population, et particulièrement des problèmes propres à la campagne et aux zones suburbaines ou régions en voie d'industrialisation rapide.

Enfin, une position à part dans le domaine des aménagements sociaux concerne les loisirs et les diverses formes de repos de la population laborieuse ainsi que le sport et le tourisme. Chacun de ces secteurs exige une différenciation appropriée du système de développement au cours des périodes successives à long terme. On consacre beaucoup d'attention aux emplacements à réserver aux terrains de récréation et de tourisme et à leur aménagement progressif. On aménage des terrains à proximité de grandes agglomérations urbaines et industrielles pour qu'ils puissent servir aux diverses formes de repos pendant le week-end. En outre, on trace sur une échelle de plus en plus vaste des voies touristiques dans les régions situées

sur la côte baltique ou bien dans la région montagneuse ou au pied des montagnes, en prenant en considération l'afflux croissant des touristes nationaux et étrangers. Mais les principaux investissements sont implantés sur les terrains qui reçoivent en grand nombre la population laborieuse qui y vient passer ses vacances ou suivre un traitement dans les sanatoriums.

Le programme social en Pologne a posé également le principe de l'égalisation intégrale des prestations aux travailleurs manuels et intellectuels. Cette solution d'égalité est intervenue tout d'abord en matière de congés payés. Ensuite, des dispositions requises ont été prises pour amener une égalisation progressive de l'assurance-maladie. Il en va de même en ce qui concerne les prestations inhérentes à la protection de la mère et de l'enfant et les divers types de congés de maternité.

Dans le cadre du programme social on prévoit aussi l'abaissement progressif de l'âge de la retraite, ce qui offre aux intéressés la faculté, à leur gré, de prendre plus tôt leur retraite ; c'est le cas notamment des femmes et des personnes qui travaillent dans des conditions pénibles voire insalubres.

Il convient aussi de mettre en relief l'importance croissante de la politique visant à réduire la durée du travail et, partant, à accroître le temps libre. D'ores et déjà, vu l'application du travail à quatre postes par 24 heures et d'autres formes d'emploi, les possibilités de bénéficier d'une durée réduite du travail sont sensiblement étendues et intéressent un nombre considérable de travailleurs. On prépare et l'on introduit progressivement les diverses formes de réduction de la durée du travail, en particulier pour les femmes et dans certaines branches d'industrie. Mais c'est seulement dans le plan prospectif que l'on prévoit une réduction générale et notable de la journée et de la semaine de travail. Il faut en effet procéder par étapes en tenant compte de l'augmentation constante du rendement. Ajoutons que le plan prospectif prévoit une extension des aménagements sociaux et culturels qui créent les conditions propices à l'emploi socialement utile du temps libre.

Le caractère et la structure changeants de la croissance économique sont donc étroitement liés à des transformations substantielles des orientations et des tâches de la politique sociale. Ce qui frappe d'abord et surtout c'est le champ de plus en plus étendu de cette politique et ses formes d'action modernes. Il suffit, pour s'en convaincre, de signaler les profonds changements intervenus dans le domaine des principes et des méthodes de la politique de l'emploi. En effet on ne saurait se contenter d'entreprendre et d'appliquer la politique du plein emploi. Il faut encore tenir compte à l'échelle macro-économique du principe de rationalité de l'emploi, en faisant intervenir les critères économiques et sociaux, en adoptant comme points de repère les stades de plus en plus évolués du développement socio-écono-

mique. L'emploi rationnel signifie l'optimalisation du dynamisme et de la structure de la croissance économique mais aussi un optimum du développement social et de la structure sociale et professionnelle. Simultanément, il faut une approche micro-économique, donc la mise en application du principe de création des conditions pleinement favorables à l'emploi de tout individu conformément à ses qualifications et ses aptitudes. Cela signifie qu'il faut tenir davantage compte des aspirations individuelles et interpréter correctement le droit au travail, sur la base des possibilités de choisir librement le lieu et le caractère du travail conformément aux connaissances acquises et à la formation professionnelle. Dans la politique de l'emploi une place extrêmement importante concerne l'amélioration constante des conditions du travail, de la sécurité et de l'hygiène du travail. On aborde ainsi le domaine de plus en plus vaste de la politique de protection du travail.

Dans un développement moderne les principes de la politique de l'emploi se rattachent étroitement à ceux de la politique des salaires. Le système des salaires et les diverses formes de stimulants économiques sont constamment perfectionnés, compte tenu des variations qui interviennent dans les conditions sociales et économiques aux différents stades du développement. Ce sont notamment les systèmes des salaires visant à exercer une influence optimale sur le rendement du travail qui exigent des transformations opportunes se référant à la modernisation de la structure socio-économique du pays et aux conditions spécifiques de différents domaines de l'économie et du social.

Des changements s'observent aussi dans la politique de la sécurité sociale, qui cerne les problèmes de la protection effective des travailleurs et de leurs familles, surtout contre les risques économiques et sociaux. Les changements les plus notables interviennent dans le système général des assurances sociales, qui prévoit une protection de plus en plus étendue et des prestations diversifiées.

Voilà, en bref, les principes de la politique sociale en Pologne. Il existe, bien entendu, plusieurs mesures garantissant un développement plus complet de l'individu et des groupes particuliers de la population, sous l'angle de la réalisation progressive des étapes successives du développement de la communauté socialiste. Elles se rattachent aux travaux susmentionnés sur un modèle de développement, qui tient largement compte des transformations progressives des macro- et des micro-structures sociales. Un rôle remarquable incombe à cet égard aux études sociologiques orientées vers un perfectionnement continu des analyses portant sur les conditions qui se manifestent dans les différentes cellules sociales, les agglomérations et les régions du pays.

En conclusion, il y a lieu de constater que les prémisses et les critères de la politique sociale et d'une manière générale, les facteurs sociaux, occupent une place centrale dans les nouvelles orientations de la planification du développement de l'économie nationale. De nos jours, en effet, les plans à long terme et prospectifs de développement tiennent compte aussi largement que possible de l'ensemble des éléments démographiques, économiques, sociaux et spatiaux qui, pris conjointement, sont les composants du développement de chaque pays et de sa population dans les conditions d'une coopération internationale qui va en s'élargissant. L'échange d'expériences et d'acquisitions au sein de la communauté des pays socialistes, notamment pour ce qui concerne l'élaboration d'un modèle final de société socialiste développée et la définition des étapes successives qui doivent mener à sa réalisation, exerce une influence particulière sur l'orientation du développement socio-économique de la Pologne.

Summary.

The contemporary development of socialist economy is featured not only by high dynamics, but also by essential structural and qualitative changes. The economic policy and the socialist planning in particular tend towards optimization of economic growth, then to engage for its proper directions, structure and rhythmicity. The every year growing national product ought to be, as it is possible, most suitable and useful for implementation of threefold objective : 1° the better satisfaction with the necessities of population, 2° the quicker modernization of the national economy, and 3° the effective development of the foreign trade as well as the international cooperation.

The superiority of a set of social criteria is becoming the general assumption of economic policy. A vision of the future human being and the mature society is determining prospective objectives and aims of the development as well is indicating ways and means for their realization by economic policy.

The economic growth is not objective by itself, but has to serve for a comprehensive social advancement. At the same time the factors of social advancement advantageously impact the labour productivity and otherwise they perform a role of additional stimulatives of the economic growth.

The objectives of social advancement should be realized gradually basing on staging patterns of systematic raise of the living standards of the population. A hierarchy and a sequence of satisfaction with the both individual and collective necessities demand a skillful application of the criteria of

the economic and social choice. We are using here the principle of social and economic rationality.

Hence the factors of social advancement, involving the scientific and technical progress, belong to the fundumattel elements of the present economic and social policy. At the same time objectives and means of modern economic and social advancement are here strictly interlaced.

